



Vœux de Sarkozy au monde de l'éducation

Réaction du « réseau école » du PCF

L'école selon Nicolas Sarkozy : pénurie, concurrence et sélection.

Lors de ses vœux au monde éducatif, le candidat Sarkozy a présenté son programme pour l'école, dans la droite ligne des réformes mises en œuvre par le président... Les mesures proposées sont autant de nouvelles étapes dans la construction d'une école inégalitaire, où les élèves sont triés et sélectionnés dès le plus jeune âge, où les établissements et les personnels sont en concurrence les uns avec les autres et qui offre un accès au savoir différencié selon l'origine géographique et sociale des enfants.

Le PCF, avec ses partenaires du Front de Gauche, veut au contraire construire l'école de l'égalité. Tous les enfants sont capables d'apprendre. Construisons l'école qui offrira à tous un accès égal aux savoirs, sur tout le territoire. Pour cela, un service public national est nécessaire, avec des personnels en nombre suffisant, formés et sous statut de la fonction publique d'État.

Trier les enfants dès la 4e ? Non merci !

Nicolas Sarkozy a déclaré : « *Il faut mettre fin aux faiblesses du collège unique tel que nous le connaissons* ». **C'est vrai ! Mais pour le PCF, le problème du collège unique n'est pas qu'il est trop unique, c'est qu'il ne l'est pas assez.**

La recherche le montre : la difficulté scolaire est étroitement liée à l'origine sociale des élèves. En proposant de diversifier les parcours dès la 4e, Nicolas Sarkozy veut sélectionner les enfants en fonction de leur origine sociale et faire de l'école une machine à accroître les inégalités. L'enseignement professionnel pour les classes populaires, le général pour les autres !

Pour le PCF, au contraire, le collège unique reste à construire.

Pour cela, il faut commencer par revenir sur la distinction entre socle commun et programme à l'école primaire, et enseigner à tous les mêmes contenus, de la maternelle à la fin du collège. Il faut repenser les programmes et les pratiques pédagogiques sur le modèle de l'enfant qui n'a que l'école pour apprendre. Ainsi, l'orientation dans les filières du lycée, professionnelles, générales et technologiques, se ferait sur la base d'un vrai choix grâce à un niveau maîtrisé, et non plus par défaut. L'école construirait une véritable culture commune

et donnerait à chacun les moyens de maîtriser ses choix.

La revalorisation de la voie professionnelle passe par plus d'enseignement, pas moins !

Pour ce qui concerne le lycée, Nicolas Sarkozy a annoncé une nouvelle attaque contre la voie professionnelle. Après le passage au Bac pro en trois ans, voilà qu'il propose de rendre l'alternance obligatoire en dernière année de bac pro et de CAP. Ce n'est pas une revalorisation, c'est une destruction systématique !

Ce que propose Sarkozy, c'est de diminuer encore le temps d'enseignement pour les élèves de filières professionnelles : moins d'heures passées avec un enseignant formé, c'est aussi moins de maîtrise des contenus et des pratiques enseignées.

En confiant la formation professionnelle au patronat, via l'alternance, la droite veut faire des économies. Du même coup, elle supprime aussi toute garantie concernant le contenu et la qualité de la formation dispensée, et met en cause l'accès à une qualification égale.

La revalorisation des voies technologiques et professionnelles passe par plus d'enseignement et pas moins ! Comme la voie générale, ces voies doivent construire et transmettre une culture commune ambitieuse, et donner à tous les élèves les moyens de poursuivre leurs études. Elles doivent aussi être qualifiantes : une formation commune doit déboucher sur une qualification égale. Ceci ne peut

se faire que dans le cadre d'un service public national.

Nous avons besoin d'enseignants formés et maîtrisant leur métier.

Pour Nicolas Sarkozy, les enseignants devraient « accepter de nouvelles manières de travailler ». Avec la casse de la formation, les suppressions de postes et le recours massif aux heures supplémentaires, et récemment la tentative de mettre en place une évaluation managériale, le gouvernement a déjà enlevé aux enseignants la maîtrise de leur métier. Il les a bombardés d'injonctions contradictoires – faites réussir tous les élèves ! Récompensez les plus méritants ! Travaillez plus avec moins de temps et moins de moyens ! – et leur a fait perdre le sens de leur travail. Et maintenant, le candidat Sarkozy leur explique que pour répondre à « la réalité de la société d'aujourd'hui », ils devraient renoncer à leur statut et « être plus présents dans les établissements » ! Mais M. Sarkozy, enseigner est un métier qui demande du temps. Pour faire réussir tous les élèves, les enseignants ont besoin de formation initiale et continue, de temps pour préparer leurs cours mais aussi pour réfléchir sur leurs pratiques et les faire évoluer, de sécurité et de liberté pédagogique. Il faut en finir avec la tentation de diversifier les tâches des enseignants ou d'augmenter leur charge de travail. Et si on leur donnait plutôt les moyens de faire leur métier dans de bonnes conditions ? Toute la société a intérêt à des enseignants formés et maîtrisant leur métier. Le statut de la fonction publique d'État est la garantie d'un service de qualité sur tout le territoire.

Avec la LRU, la droite a déjà instauré la concurrence entre les universités. Voilà qu'elle veut faire la même chose avec tous les établissements scolaires !

D'après Nicolas Sarkozy, la LRU est une réussite. Il faut croire qu'il n'a pas mis les pieds dans une université depuis longtemps... Pénurie, suppressions de postes, précarité et management autoritaire règnent dans les facs « autonomes ». Et on voudrait nous imposer la même chose à l'école ?

Le candidat Sarkozy nous propose de donner aux établissements scolaires leur « autonomie » : de permettre aux chefs d'établissements de recruter et d'évaluer eux-mêmes leurs personnels... en fonction

des moyens qu'ils auront été capables de trouver auprès des collectivités locales, des parents ou des entreprises du bassin d'emploi. Le résultat : une école inégalitaire, où chaque enfant aura droit à une éducation différente en fonction de son origine géographique et sociale ; un enseignement dégradé, fondé sur la concurrence plutôt que sur la coopération, entretenant le conflit et la peur de l'autre. Est-ce vraiment ce que nous voulons pour nos enfants et pour la société de demain ?

Pour le PCF, il est urgent d'abroger la LRU et d'en finir avec l'autonomie concurrentielle des établissements pour reconstruire un service public national, donnant un même accès aux savoirs à tous, sur tout le territoire.

Supprimer des postes est irresponsable, en créer de nouveaux est urgent.

Alors que l'école française est l'une des plus inégalitaire d'Europe, alors qu'avec la crise, l'aspiration à une éducation de qualité et à une formation qualifiante est de plus en plus forte dans la société, Nicolas Sarkozy se refuse toujours à investir dans l'éducation. Il faudrait « faire mieux avec les mêmes moyens ». Mais économiser sur l'école, c'est sacrifier l'avenir !

Les suppressions de postes mises en œuvre par la droite sont dangereuses et irresponsables. Il est urgent de revenir sur ces suppressions et de créer des postes à hauteur des besoins, sous statut de la fonction publique d'État.

Cela nécessite des moyens. Il faudra pour cela rompre avec les diktats des marchés financiers, avec la politique d'austérité imposée par l'Union européenne et avec le pacte euro+. Il faudra reprendre le pouvoir sur notre argent, en créant un pôle public bancaire et en donnant un nouveau rôle à la BCE. Dans la situation de crise que nous vivons, c'est la seule politique responsable, parce que c'est la seule politique qui ne sacrifie pas l'avenir pour ménager les intérêts d'une minorité.